

Le dialogue de sourds continue entre le gouvernement burundais et l'UE

RFI, 11-05-2017 Le Burundi traverse depuis avril 2015 une crise politique qui a déjà fait entre 500 et 2 000 morts, selon l'ONU et les ONG, et poussé plus de 400 000 Burundais à l'exil. Le processus de sortie de crise est en panne et l'Union européenne, premier bailleur de fonds du pays, a pris des sanctions financières contre le gouvernement qui rejette tout dialogue inclusif.

Bujumbura cherche à en obtenir la levée, mais lundi soir, une réception chez l'ambassadeur de l'UE, à l'occasion de la commémoration du 60e anniversaire de cette organisation, a une nouvelle fois illustré le dialogue de sourds qui se poursuit entre les deux partenaires. Une grave crise alimentaire, une grave épidémie de paludisme ou encore une sévère pénurie de l'essence... La situation socio-économique ne cesse de se dégrader au Burundi, qui traverse une grave crise politique depuis plus de deux ans après que le président Pierre Nkurunziza a voulu briguer un troisième mandat. Mais le gouvernement assure depuis des mois que « la paix et la sécurité sont revenues » dans le pays. Le ministre burundais des Relations extérieures a donc profité de cette tribune lundi soir pour demander une nouvelle fois la levée des sanctions de l'Union européenne. « Les divergences de vues et les incompréhensions persistent sur certaines questions concernant la situation au Burundi. Mais vous comprendrez, en tenant compte de l'évolution positive de la situation du Burundi, que le gouvernement devrait être appuyé de façon plus importante par son partenaire qu'est l'Union européenne en levant la suspension de la coopération directe à l'Etat burundais », a soutenu Alain-Aimé Nyamitwe. Le son de cloche est toutefois totalement différent du côté de l'Union européenne. Son ambassadeur au Burundi, Wolfram Vetter, parle d'une situation qui est détériorée. « La sécurité qui est revenue reste quand même superficielle et fragile. Les violations des droits de l'homme, les cas de torture, les disparitions continuent à être rapportés. L'espace politique et l'espace pour les médias et la société civile sont fortement réduits. » Rien à faire donc. L'Union européenne continue d'exiger du pouvoir burundais qu'il accepte de discuter avec son opposition en exil ainsi que « des progrès sur ces points évoqués » avant une relance « graduelle de la coopération ».

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});